

afkar

idées

Editorial

Revue trimestrielle pour le dialogue
entre le Maghreb, l'Espagne et l'Europe

Tout comme en 1995, on devrait à l'avenir se souvenir de la présidence espagnole de l'Union européenne (UE) comme une période clé dans les relations de l'Espagne et de l'Europe avec leurs partenaires méditerranéens. Le contexte international et européen, ainsi que le cadre des politiques euroméditerranéennes, ont significativement changé depuis lors, mais les valeurs et les objectifs stipulés dans la Déclaration de Barcelone sont toujours intacts et d'une grande actualité. L'Espagne doit profiter de cette opportunité pour ratifier son leadership méditerranéen et développer les grandes décisions et orientations actuelles et futures d'intérêt européen, avec une perspective et une vision allant au-delà de six mois. Pour cela, une présidence politiquement forte et ambitieuse serait désirable, appuyée par des ressources proportionnelles à son ambition et avec des objectifs clairs et concrets. La politique étrangère de l'Union vis-à-vis de ses partenaires méditerranéens se présente, donc, comme la pierre angulaire de la présidence espagnole. Dans ce domaine, l'on peut identifier des objectifs prioritaires, concrets et urgents permettant à l'Espagne et à l'UE de renforcer leur rôle sur la scène internationale.

Pour cela, la présidence espagnole aura à disposition, du fait du référendum irlandais et de l'entrée en vigueur du traité de Lisbonne, le 1er décembre 2009, une architecture institutionnelle renouvelée marquant une nouvelle étape pour l'UE et ses pays membres. Dans ce sens, les fonctions du président du Conseil européen et de la Haute Représentante pour la Politique étrangère et de sécurité (vice-présidente de la Commission également), occupées par le belge Herman Van Rompuy et la britannique Catherine Ashton, devraient apporter une plus grande unité, cohérence et visibilité à l'action extérieure de l'UE.

Le premier défi espagnol sera de s'adapter à cette nouvelle réalité institutionnelle et d'asseoir les bases du fonctionnement des futures présidences. L'impact des décisions prises au cours de la présidence dépendra en grande mesure de la capacité de l'administration espa-

gnole à maximiser la complémentarité de son travail et de son organisation avec la nouvelle structure.

De cette complémentarité va aussi dépendre, d'une certaine manière, le résultat des initiatives de la présidence vis-à-vis de la Méditerranée. L'Espagne peut réussir le double objectif de développer l'action extérieure de l'UE dans la Méditerranée, en prenant le relais du leadership français au cours de ses présidences de l'UE et de l'Union pour la Méditerranée (UpM), et de doter sa présidence d'une reconnaissance qualitative en ce qui concerne un sujet concret et central de l'intérêt communautaire. C'est ainsi qu'on se souvient généralement des grandes présidences. Pour cela, il faudrait agir sur deux fronts différents mais reliés entre eux : la mise en marche opérationnelle de l'UpM et de son secrétariat général à Barcelone et la relance des initiatives dirigées à résoudre les conflits dans la région. Une fois surmonté le blocage au déploiement de l'UpM après la crise de Gaza et le retour à une certaine *normalité diplomatique*, il serait bon de profiter de l'occasion pour donner un dernier coup de pouce pour que l'UpM soit opérationnelle à la fin du premier semestre de 2010, aussi bien en ce qui concerne certains projets concrets que son secrétariat. Un secrétariat général avec une capacité d'impulsion et une volonté de consensus, au-delà du simple rôle de collecteur de fonds : c'est là une condition nécessaire pour que l'UE fasse un bond qualitatif dans les relations avec ses voisins méditerranéens.

D'autre part, il serait nécessaire de contribuer à la résolution des conflits de la région, surtout l'ancestral affrontement arabo-israélien, influencé par le défi nucléaire iranien. Dans ce sens, et compte tenu du contexte peu favorable actuellement, la présidence espagnole doit revitaliser la relation transatlantique et profiter de l'occasion d'associer l'expérience de sa diplomatie à la possibilité de disposer, peut-être, pour la première fois, d'un *honest broker* dans la région.

Il est possible que la présidence espagnole génère des attentes et des ambitions excessives. Quoi qu'il en soit, la réalité fait de ces désirs légitimes une impérieuse nécessité. ■

**Perspectives de la
présidence espagnole**